

- 3) Visite de travail le 2 mai 1991 à Berne de M. J. Savimbi, Président de l'UNITA

M. J. Savimbi (S), Président de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), a été reçu le 2 mai à Berne par le Secrétaire d'Etat Jacobi pour un entretien et un déjeuner de travail. Il était accompagné par M. Dacosta Fernandes, 'Ministre des affaires étrangères', le Général Smart Chata, Secrétaire de la mobilisation générale, ainsi que M. Joao Vahekeni, représentant de l'UNITA en Suisse.

Cette visite a eu lieu au lendemain de la conclusion à Estoril (Portugal) d'un accord préalable sur l'Angola par M. Lopo De Nascimento, Ministre angolais de l'intérieur et principal conseiller du Président Dos Santos, et M. Jeremias Chitunda, Vice-Président de l'UNITA. Le MPLA et l'UNITA doivent donner leur accord formel aux documents paraphés à cette occasion d'ici au 15 mai, l'intervalle leur laissant le temps d'examiner ces documents préliminaires avec tout le soin nécessaire. Une trêve entrera alors en vigueur. L'accord final doit être signé le 30 mai à Lisbonne par le Président Dos Santos et S, en présence du Secrétaire d'Etat américain James Baker, du Ministre soviétique des affaires étrangères Alexandre Bessmertnykh, du Secrétaire général des Nations Unies Javier Perez de Cuellar et du Premier ministre portugais Cavaco Silva.

Ces résultats ont été obtenus lors de la 7e série de négociations qui ont duré une année, l'offre de médiation portugaise ayant été acceptée en avril 1991. Ils ont été selon S favorisés par l'impasse militaire, tant le MPLA que l'UNITA se rendant compte qu'une victoire n'était pas possible, par le vent de démocratisation en Europe de l'Est, l'URSS et divers pays de cette région ayant lâché le MPLA, par la coopération américano-soviétique, par l'indépendance de la Namibie, conditionnée par le départ de tous les Cubains d'ici au 30 juin, ainsi que par les changements en Afrique du Sud, qui ont provoqué une réhabilitation politique de l'UNITA en Afrique et lui ont donc permis de sortir de son isolement.

S considère que cet accord a été très bien négocié, que les concessions ont été mutuelles. Des contacts directs ont pu avoir lieu à Lisbonne entre le MPLA et l'UNITA. Cela n'avait pas été le cas auparavant, notamment lors de l'accord de Gbadolite (Zaïre, juin 1989). S considère que ce dernier n'avait pas été honnêtement négocié, certains documents restant inconnus de l'UNITA. L'échec était donc prévisible.

S dit faire maintenant confiance aux dirigeants du MPLA. Il pense qu'un travail en commun est possible. La bonne volonté est nécessaire de part et d'autre en raison de la fragilité de l'accord. Le défi le plus important de l'Angola est la réconciliation nationale. Personne n'a gagné, sinon la paix. Chacun désire celle-ci. Chacun doit donc faire un effort pour pouvoir oublier. Les Angolais sont suffisamment nationalistes pour y parvenir.

4 documents ont été paraphés le 1er mai, à propos des points suivants :

- Cessez-le-feu. 2'000 - 3'000 casques bleus, armés, des Nations Unies seront chargés de sa vérification. Coût prévu : Usdlrs 10 mio par mois.
- Armée. Les troupes du MPLA et de l'UNITA seront regroupées dans des camps. Leurs armes seront confisquées et gardées par les Nations Unies dans des lieux proches de ceux de rassemblement des troupes et où seront présents tant un représentant du MPLA que de l'UNITA. La nouvelle armée sera formée à partir de ces troupes, sur une base volontaire. Elle comprendra 40'000 hommes, fournis en nombre égal par le MPLA et l'UNITA, alors que le MPLA estimait qu'elle devait comprendre 70'000 hommes. 3 pays mettront des instructeurs à disposition : le Portugal, la France et la Grande-Bretagne, en ordre décroissant. Un programme économique et social facilitera la réinsertion dans la vie civile des ex-combattants.
- Elections. Elles auront lieu entre septembre et novembre 1992, sous surveillance internationale. Préférence de S pour septembre, octobre et novembre représentant déjà le début de la sai-

son des pluies. Le MPLA et l'UNITA conviendront d'ici au 30 mai d'un certain nombre de pays susceptibles de mettre à disposition des observateurs pour les élections. La Suisse est l'un des pays déjà retenus par eux. Le Portugal présentera la demande correspondante aux pays concernés. Seront considérés comme Angolais les personnes nées dans le pays ou celles nées à l'étranger de père et de mère angolais. L'UNITA n'a pas admis la proposition du MPLA que la nationalité angolaise s'obtienne également par mariage, en raison des Cubains. La mère du Président dos Santos vient certes de Sao Tomé-et-Principe, mais son père est Angolais, et il est né en Angola.

- Période de transition. Une commission conjointe politico-militaire sera instaurée dès le premier jour du cessez-le-feu, le 1er juin. Elle s'occupera de toutes les questions relatives au processus de paix et d'introduction de la démocratie (cessez-le-feu, élections, etc.). Y seront représentés le MPLA (en tant que parti et non gouvernement) et l'UNITA, ainsi que, comme observateurs, le Portugal, les Etats-Unis, l'Union soviétique et les Nations Unies. Chaque partie enverra 3 représentants, les Nations Unies 1 représentant et 2 techniciens. Cette commission siégera à Luanda, mais sera aussi représentée ailleurs dans le pays. Elle sera présidée à tour de rôle par l'UNITA et le MPLA. Les observateurs n'auront pas de droit de vote. Elle sera dissoute dès que seront connus les résultats des élections. Elle aura un droit de regard dans toutes les affaires traitées par le gouvernement à partir du 1er juin. Celui-ci est donc maintenu en place.

S reconnaît que la coopération de l'UNITA avec le CICR a connu des hauts et des bas. Il dit cependant l'apprécier beaucoup. Une fois le cessez-le-feu entré en vigueur, le 1er juin, il s'agira d'identifier les personnes disparues, de retrouver les personnes déplacées et de localiser les prisonniers. C'est une tâche immense. Le MPLA annonce parfois la libération de nombreux prisonniers. Mais aucune vérification n'est possible, puisque le CICR ne les a pas enregistrés, faute d'avoir jamais été autorisé par le MPLA à visiter ses prisonniers. Pour sa part, l'UNITA a toujours permis de telles visites. Fernandes pense que le CICR

n'exerce pas assez de pressions sur le MPLA pour pouvoir avoir accès à ces prisonniers. Il ajoute que l'aide médicale du CICR ne pose pas de problèmes, mais que c'est le cas de son aide alimentaire. Celle-ci serait fort peu importante, sa distribution serait parfois retardée sans raison. Or l'ONU ne pourrait pas combler les manques, puisque les secteurs d'aide auraient été partagés entre les deux organisations. De plus, le CICR aurait prévu de cesser son aide alimentaire à la fin mai dans les zones contrôlées par l'UNITA en ne les considérant plus comme des régions de sous-nutrition, alors qu'elles connaissent la guerre. L'UNITA estime que le CICR aurait dû attendre que la paix s'instaure avant de s'engager dans ce sens. Enfin, le CICR n'aurait pas encore répondu à ces préoccupations de l'UNITA.

S se déclare en faveur d'une démocratie politique et économique. Le pluralisme doit permettre l'existence d'autres partis que le MPLA et l'UNITA. S est ainsi en faveur d'un retour au pays de Holden Roberto, Président du FNLA, qui, après avoir dû quitter le Zaïre, a passé 15 ans à Paris, et aurait donc perdu énormément d'influence, son parti n'existant pratiquement plus en Angola même selon le Président de l'UNITA.

L'UNITA a déjà établi un projet de Constitution (séparation des pouvoirs, Président élu pour 5 ans avec une seule réélection de 5 ans possible, neutralité des forces armées, presse libre et indépendante, respect des droits individuels).

S est en faveur de l'économie de marché. L'UNITA a déjà formulé un code des investissements, qui garantit aux investisseurs la possibilité de rapatrier leurs bénéfices. Le travail de reconstruction en Angola est énorme. Mais ce pays est l'un des plus riches d'Afrique (pétrole, diamants, or, cobalt, uranium, cuivre, etc.). Il dispose également de ressources énergétiques (fleuves) et d'une voie de chemin de fer importante.

S désire oeuvrer avec l'Afrique du Sud pour un regroupement économique des pays d'Afrique australe, qui permettra de mettre des ressources communes aux fins de reconstruction et d'accroître les chances d'obtenir des investissements étrangers. L'élimination de

l'apartheid facilitera ce projet. L'Afrique du Sud et l'Angola seront les deux piliers de cette nouvelle communauté économique. Selon S, la "Southern African Development Coordination Conference" (SADCC) a pour sa part manqué d'atteindre son objectif, qui était de se libérer de l'Afrique du Sud. Par le passé, l'alliance de l'UNITA avec les Etats-Unis et l'Afrique du Sud a été rendue nécessaire par l'alliance du MPLA avec les Soviétiques, les Polonais, les Tchèques, etc.

S effectue une tournée européenne. Après la Grande-Bretagne et la Suisse, il se rendra en Allemagne et en Belgique. Son séjour privé en Suisse s'étend du 1er au 5 mai. Il se rendra notamment à la Fondation Jean Monnet (Université de Lausanne, Professeur Henri Rieben), à l'IUHEI/Genève (Professeur Curt Gasteyger) et rencontrera le Président du CICR, ainsi que des représentants de l'économie suisse et de la communauté angolaise en Suisse.